

**KADHAYA
TARIKHIA**



قضايا تاريخية

ISSN : 718X

EISSN : 2802-6031



<https://www.asjp.cerist.dz/en/PresentationRevue/228>

**Le rapprochement entre la Turquie et la Libye : que veut
réellement Erdogan ?**

**The rapprochement between Turkey and Libya: what does
Erdogan really want?**

Dr/ LACEB Ferhat *

Université de Tizi Ouzou

ferhat.laceb@ummto.dz

Volume : 08

Le Numéro : 02

Année : 2023

Pages 97-108

Reçu : 09/11/2023

Accepté : 25/12/ 2023

Edité 30/12 /2023

Auteur Expéditeur : * Dr/ LACEB Ferhat

Résumé :

Avant de comprendre clairement l'implication diplomatique et militaire d'Ankara dans le conflit, il faut contextualiser la situation en Libye. Depuis, la situation est pour le moins chaotique. La faillite politique complète de l'État libyen entraîne la fragmentation du pouvoir politique et militaire. C'est sous ce prisme que s'inscrit la rédaction de cet article qui vise à analyser le retour politico-militaire de la Turquie sur la scène méditerranéenne et en Libye. Il met en exergue le potentiel de la Libye pour attirer la convoitise des multiples puissances, avec leurs intérêts divergents. Enfin, Il scrutera le processus de l'ingérence turque en Libye, ainsi que les répercussions d'une telle démarche sur le bassin méditerranéen.

Mots-clés : Turquie -Libye-Méditerranée-Militaire-Stratégie

Abstract: The endowment is of great importance in the lives of Muslims in general and Algerians in particular. They have pledged to endow money and real estate to existing schools, mosques, and educational centers that are active in order to obtain reward from God Almighty. They also competed to endow their property for fear of losing it or the authority seizing it. The endowment has diversified. It is no longer limited to mosques, homes, farms, shops, springs, and other means of spending, but rather extends to endowment of books and manuscripts. Because the endowed funds and properties were very large. The first thing the French authorities did after the occupation was to seize them by issuing the law of December 7, 1830 AD, then other laws followed, so that all endowments and properties became affiliated with France, that is, for the benefit of the dominion (state property) and it had freedom to dispose of it.

Keywords: Katateeb ; zawiyas ;endowments ;schools ; mosques.

INTRODUCTION

La région de la Méditerranée orientale est convoitée par l'ensemble des pays riverains, car elle recèle un énorme stock de gaz naturel. Ankara n'est pas en reste et veut avoir une part de ces richesses. L'accord dit « East Med » entre la Grèce, Chypre et Israël, visant à sécuriser l'approvisionnement énergétique de l'Europe, est venu entraver les tentatives de la Turquie d'étendre son contrôle sur la Méditerranée orientale. Le partenariat turco-libyen vient en réponse à ces jeux d'alliances, et les accords de coopération en 2022 entre les deux pays, ont ravivé les tensions latentes entre Athènes et Ankara. De ce fait, quelles sont donc les ambitions turques en Libye ? Quelles sont les répercussions sur la région de la Méditerranée ?

1-Le fantasme néo-ottoman du président Erdogan

On glose sur Erdogan : le « néo-sultan » ou « néo-calife », mais le terme « néo-ottoman » semble mettre tout le monde d'accord. (Andlauer, 2022, p. 95) Sa politique étrangère a ainsi pu être qualifiée de néo-ottomane par certains observateurs, tandis que d'autres y voient volontiers un portage panislamique. (Facon, 2022, p. 46) Cette politique qui revêt pour certains les allures d'un néo-ottomanisme ou d'un panislamisme, lui confère pendant un certain temps une aura dans la région, pour avoir rétabli la grandeur turque à l'étranger. (Jana.J.Jabbour, 2017, p. 16)

Cependant, pour mieux cerner la vision de la politique étrangère menée par Erdogan, il serait judicieux de ne pas faire abstraction de l'Histoire, et rattacher les événements actuels à l'histoire de l'Empire ottoman, car les orientations stratégiques turques sont intrinsèquement liées à cette période.

En effet, depuis son arrivée au pouvoir en 2002, le parti AKP (Parti de la justice et du développement), qui dirige la Turquie depuis vingt ans, est de plus en plus préoccupé par le passé ottoman de la Turquie. Il faut rappeler qu'à l'apogée de l'Empire ottoman, son territoire était beaucoup plus vaste que l'actuelle République turque et englobait même la Libye (Régence de Tripoli). Il s'étendait de l'Algérie (à l'ouest) à travers l'Afrique du Nord, jusqu'en l'Irak (à l'est) à travers le Moyen-Orient, incluant les deux villes saintes de l'islam (la Mecque et Médine). L'Empire comprend également une partie de la péninsule des Balkans.

L'Empire ottoman n'a cessé de se contracter au fil des siècles, en perdant des batailles successives contre des puissances européennes technologiquement supérieures. Il a perdu la Crimée au profit de l'Empire russe, l'Égypte est tombée pendant un certain temps aux mains des Français, puis des Britanniques, et la mer Méditerranée a cessé d'être un lac ottoman à mesure que les marines européennes ont commencé à vaincre les flottes ottomanes.

Toutefois, au cours des deux dernières décennies, certaines factions de la direction d'AKP ont un ressentiment à l'égard des divisions territoriales du siècle dernier, et à cette fin, leur direction est déterminée à promouvoir les intérêts turcs traditionnels, qu'elle estime menacés par les anciens rivaux occidentaux.

En octobre 2009, l'ancien ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, a prononcé un discours à Sarajevo, la capitale de la Bosnie-Herzégovine, dans lequel il a exposé les objectifs de la politique étrangère turque. Il a déclaré : « comme au XVI^e siècle, lorsque les Balkans ottomans sont devenus le centre de la politique mondiale, nous ferons des Balkans, du Caucase et du Moyen-Orient, avec la Turquie, le centre de la politique mondiale à l'avenir, tel est l'objectif de la politique étrangère turque ». (Muzalevsky, 2012)

Ce discours illustre parfaitement la nouvelle vision du gouvernement d'Erdogan, et la Libye s'inscrira désormais dans cette feuille de route, et deviendra une nouvelle opportunité pour restaurer l'ancien territoire ottoman tant revendiqué.

2-L'importance de la Libye pour la Turquie sur le plan stratégique

Indépendamment de l'histoire des relations bilatérales, la Libye est considérée comme un pays important, car c'est l'un des rares pays pour lequel le président Erdogan a nommé un envoyé spécial. (Bozkurt, 2021). Cela révèle son importance pour un certain nombre d'intérêts économiques, politiques et sécuritaires.

La Libye est l'une des portes du continent africain. Outre sa position géographique favorable, ce pays recèle les plus grandes réserves de gaz d'Afrique, ce potentiel le rend donc très attractif pour les entreprises turques, qui ambitionnent de mettre en œuvre les projets s'inscrivant dans le cadre de la reconstruction de la Libye.

La Turquie consomme d'énormes quantités d'énergie chaque année, et donc n'a pas assez de ressources et importe la quasi-totalité de sa consommation en énergie. Malgré les opérations d'exploration d'Ankara, ses zones offshore ne disposent pas de puits de gaz ou de pétrole.



La Turquie vise, par sa présence militaire et politique en Libye, à assurer une stabilité permanente dans ce pays et à ne pas le laisser se replonger dans des conflits armés. La Turquie cherche à fournir le soutien nécessaire et requis pour former un gouvernement par le biais d'élections libres et équitables bénéficiant du soutien de la plus large base populaire, pour préserver ses intérêts en Méditerranée orientale, en particulier depuis qu'Ankara signé des accords importants avec Tripoli concernant cet espace maritime.

Par ailleurs, les intérêts turcs en Libye dépassent les intérêts économiques, pour faire partie d'une stratégie plus globale, qui aspire à accroître le rôle, l'influence et la position de la Turquie dans le contexte de la concurrence, avec d'autres puissances internationales et régionales dont : la France, l'Italie, la Russie, l'Égypte, la Émirats arabes unis, Israël, Chypre et la Grèce.

D'autant plus, que la Turquie craint d'être isolée et exclue de la course à l'énergie en Méditerranée orientale. La Turquie est entrée également dans le domaine des conflits de souveraineté sur certaines îles de la Méditerranée avec la Grèce.

3-Les Révolutions arabes : une aubaine pour la Turquie

Le processus de transformation de la politique étrangère turque vis-à-vis de Libye, s'est consolidé lors de la visite d'Erdogan dans ce pays en septembre 2011. Le président était accompagné du chef d'état-major turc, le général Necdet Özel, et il est devenu clair que l'establishment militaire soutiendra les orientations de la politique étrangère turque envers cette région.(Khalil, 2012, p. 35) .Notons que cette orientation est à l'opposé des positions adoptées par institution militaire avant l'arrivée des islamistes au pouvoir.

Après les Printemps arabes, la Libye est divisée en deux camps : le Gouvernement d'union nationale (GUN) basé à Tripoli et dirigé par le Premier ministre Fayez al-Sarraj, et l'Armée nationale libyenne (ANL) basée à Tobrouk et dirigée par le général Khalifa Haftar. La Turquie d'engouffrera à son tour dans cette brèche pour reprendre pied dans ce pays, et relancer le néo-ottomanisme pour étendre une large influence en Afrique du Nord.

À cet effet, chaque faction libyenne est soutenue par un réseau différent de partenaires internationaux. Les partenaires du général de Haftar à Tobrouk comprennent : l'Égypte, la Jordanie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, la France et la Russie.

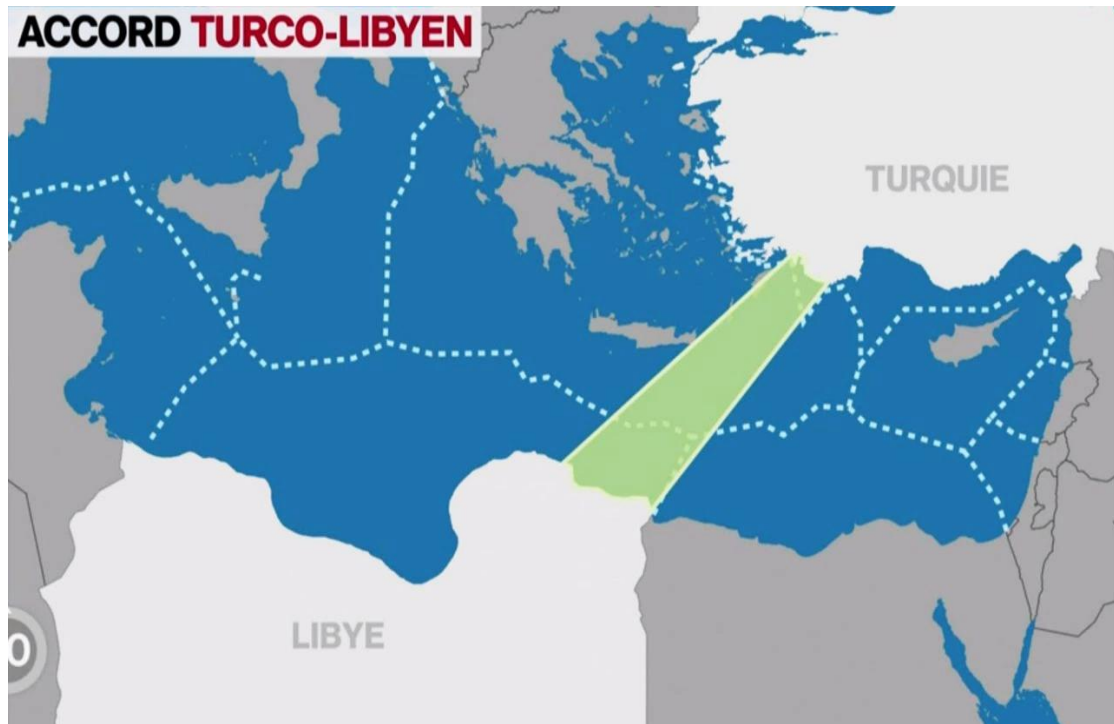
Le Premier ministre al-Sarraj travaille en étroite collaboration avec : la Turquie, le Qatar et l'Italie, et il est également lié aux Frères musulmans. La Turquie a fourni des armes, y compris des drones, ainsi qu'une formation aux forces d'al-Sarraj.

Par son implication politique et militaire en Libye, Ankara veut aussi bousculer l'Égypte en étant à ses frontières occidentales. La Libye est considérée comme un arrière-plan entre le Caire qui soutient le maréchal Khalifa Haftar, et Ankara qui soutient militairement al-Sarraj. À vrai dire, les relations entre le Caire et Ankara sont tendues depuis que l'armée égyptienne a renversé le président islamiste Mohamed Morsi en 2013.

En mai 2019, les premiers drones turcs – *Bayraktar TB2* – furent déployés en Libye afin de soutenir le GUN contre l'offensive de l'ANL. Le soutien de la Turquie au GUN a été déterminant pour expulser de la Tripolitaine les forces de l'ANL. (Philippe, 2020, p. 42)

Avec ce soutien, al-Sarraj créa une ZEE (Zone économique exclusive), s'étendant sur 200 milles marins dans la mer Méditerranée, conformément à la convention des Nations unies de 1982 (Montego Bay) sur le droit de la mer. La ZEE de la Libye touche celle de la Turquie, faisant de leurs frontières maritimes une zone contiguë au milieu de la mer Méditerranée. (Group, 2020, p. 09)

Évidemment, ces accords n'établissent pas une souveraineté sur la mer Méditerranée, mais aident à définir les droits des États méditerranéens à exploiter les ressources d'hydrocarbures. Ces nouveaux accords ont été célébrés en Turquie.



Source : <https://www.rts.ch/info/monde/11643148-entre-grece-et-turquie-lhistoire-dun-conflit-en-mediterranee-orientale.html>

4-Les accords de coopération (2019) : un affront pour la Grèce et l'Égypte

Avec l'intensification de l'ingérence internationale et régionale en Libye, et le lancement par le général Haftar d'une campagne militaire début avril 2019 sur la capitale Tripoli, cela a généré une accrue des tensions et une rude concurrence autour du gaz de la Méditerranée orientale. Cette situation a également incité Israël, Chypre et la Grèce à conclure des accords. « Ces ententes se sont traduites par la création du Forum du gaz de la Méditerranée orientale ». (Mourad, 2019, p. 03)

La Turquie en a été exclue, et pour contrecarrer cette initiative, les politiciens turcs ont signé des protocoles d'accords de sécurité et de coopération maritime avec le GUN. Ainsi, le 27 novembre 2019, Ankara a conclu un accord maritime controversé avec celui-ci. Cet accord renforcera davantage l'exploitation des ressources naturelles, et le contrôle des longues côtes libyennes du bassin méditerranéen. (Kashiem, 2022, p. 41)

Les accords étaient d'une grande importance pour la Turquie, car ils étendent son plateau continental et lui fournissent la couverture politique et juridique pour son influence en Méditerranée orientale. D'autant plus, que l'accord de sécurité permet à la Turquie d'utiliser l'espace aérien libyen, d'établir des bases militaires, et d'entrer dans les eaux territoriales libyennes. Cette manœuvre a permis à la Turquie de rétablir l'équilibre au profit des forces du GUN, dont l'existence est liée à la survie et à la préservation des intérêts turques en Libye.

Le GUN dirigé par Abdel Hamid al-Dabaiba a également signé un accord préliminaire avec la Turquie sur l'exploration pétrolière et gazière, incitant la Grèce et l'Égypte à annoncer leur opposition à toute activité dans les « zones contestées » de la Méditerranée orientale. L'accord a également été rejeté par le parlement libyen, basé dans l'est du pays, et favorable à un gouvernement alternatif dirigé par Fathi Bashagha. (Djamel, 2022, p. 613)

Le protocole d'accord stipule le renforcement de la coopération entre les deux pays dans les domaines : techniques, juridiques, économiques, et des hydrocarbures (pétrole et gaz). Ce mémorandum permet aux avions et navires turcs, d'entrer dans les eaux et l'espace aérien libyens, sans qu'il soit nécessaire d'en informer les autorités libyennes ou de demander une autorisation. (Djamel, 2022, p. 614). Ce mémorandum étend donc la capacité de la Turquie, à intervenir en Libye et à soutenir les milices extrémistes.

Le service de traduction de la mémoire rapporte que le rédacteur en chef du porte-parole du parti AKP a écrit un article d'opinion sur l'accord libyen intitulé « le retour de Barberousse », en référence à l'amiral ottoman qui a assuré la sécurité de la mer Méditerranée pour l'Empire ottoman au XVI^e siècle. Il a ajouté : « le traité de Sèvres leur a explosé en plein visage », en référence à l'accord conclu à la fin de la Première Guerre mondiale, entre les puissances alliées victorieuses. (Dispatch, 2019)

L'accord maritime permet donc à Ankara de faire valoir ses droits dans de vastes zones de la Méditerranée orientale, cela a évidemment irrité la Grèce et l'Égypte. En août 2020, les deux pays ont réagi à cette décision, en concluant un accord pour délimiter les frontières maritimes en Méditerranée orientale. (Ecofin, 2022)

5-Les accords de coopération (2022) : la Turquie met de l'huile sur le feu

Fin juin 2022, le parlement turc a approuvé une proposition visant à prolonger de dix-huit mois, l'autorisation de déployer l'armée en Libye à compter du 02 juillet de l'année en cours. (Adiyaman, 2022). Avec cette décision Ankara est déterminée à continuer d'exercer son influence en Libye.

Notons aussi, que depuis mars 2022, deux gouvernements se disputent le pouvoir en Libye : le premier, mis en place dans le cadre d'un processus de paix sous l'égide des Nations unies, dirigé par al-Dabaiba, et le second est dirigé par l'ancien ministre de l'Intérieur Fathi Bashagha. Il ne s'agit désormais plus d'un conflit est-ouest, mais d'une rivalité entre deux gouvernements.

La Turquie revient à nouveau dans l'arène libyenne, cherchant à résoudre les divergences entre les parties et à trouver un consensus concernant la crise politique dans le pays, coïncidant avec l'escalade des craintes d'un nouveau glissement de la Libye dans une guerre civile à la lumière de la présence de deux gouvernements en conflit.

Les nouveaux accords signés entre la Libye et la Turquie le 03 octobre 2022 sur l'exploration pétrolière, ont conduit à davantage de divisions et de différences dans le pays. Il faut rappeler que la signature de ces accords est intervenue trois ans après la conclusion d'un accord controversé entre l'ancien GUN dirigé par al-Sarraj et le président turc Erdogan.

Il faut également souligner ,que la coopération sécuritaire entre les deux pays a permis à Ankara d'intervenir militairement en Libye, en envoyant des mercenaires étrangers en 2020. (Hernandez, 2020)

Toujours dans la même ligne de consolidation des relations bilatérales, les deux pays ont signé le 25 octobre 2022 deux accords militaires. Le premier accord, porte sur la modernisation de l'aviation militaire libyenne par la Turquie. Le second, comprend plusieurs conventions de mise en œuvre, liées à l'accord de sécurité signé par les anciens gouvernements de Turquie et de Tripolien2019. (Belmonte, 2022)

Ces nouveaux accords sont donc susceptibles de contribuer à un regain de conflit entre les puissances régionales. D'autant plus qu'ils sont intervenus à un moment où les relations entre la Turquie et Grèce traversent leur pire état, à la lumière des frictions récurrentes entre les forces armées turques et grecques, et des différends croissants sur les eaux territoriales et l'espace aérien de chacune d'entre elles, s'y ajoutent les accusations turques concernant la militarisation par la Grèce des îles de la mer Égée. Cela a failli se transformer en un grave conflit militaire entre la Turquie et la Grèce à plus d'une occasion.

Conclusion

Les intervenants dans les affaires libyennes ne se soucient que d'alimenter le conflit, les Européens sont intéressés à renforcer la coopération entre eux afin d'empêcher le flux

d'immigrants illégaux, et ils sont très intéressés par la surveillance des frontières libyennes par voie aérienne, terrestre et maritime. Les Russes poursuivent leur intervention militaire, en leur envoyant des combattants, en plus des mercenaires wagnériens, et que le soutien égyptien et émirati aux partis contre le gouvernement d'entente nationale se poursuit.

Enfin, La dimension politico-militaire turque en Libye n'est pas sans connotations et messages, pour la plupart destinés à l'étranger, car Ankara veut confirmer la centralité de son influence sur la scène libyenne. Les derniers accords de coopération accroîtront sans doute les tensions et les rivalités sur la scène politique libyenne, avec le risque d'un embrasement général dans la région et la possibilité d'un affrontement militaire entre les protagonistes.

Bibliographie :

Adiyaman, S. O. (2022, Juin 21). *Le parlement turc prolonge le déploiement de troupes en Libye*. Récupéré sur www.aa.com.tr.

Andlauer, A. (2022). *La Turquie d'Erdogan*. Monaco : Le Rocher.

Belmonte, N. (2022, Octobre 28). *Le Premier ministre Dbeiba signe deux accords militaires avec la Turquie*. Récupéré sur www.atalayar.com.

Bozkurt, A. (2021, January 11). *Turkish president's special envoy for Libya lobbied for his brothers business ties*. Récupéré sur www.nordicmonitor.com.

Dispatch, S. (2019, December 03). *Celebrating Turkey-Libya agreement editor AKP mouthpiece pens historical blueprint return*. Récupéré sur www.memri.org.

Djamel, R. A. (2022). *Les conflits internationaux et régionaux autour du gaz naturel dans la région de la Méditerranée orientale (2009-2019), [en arabe]*. Alexandrie : Faculté d'Économie et des Sciences Politiques.

Ecofin, A. (2022, Octobre 04). *La Grèce et l'Égypte s'opposent à l'accord de prospection d'hydrocarbures signé entre la Libye et la Turquie*. Récupéré sur www.agenceecofin.com.

Facon, I. (2022). *Russie-Turquie : un défi à l'Occident ?* Paris : Passés Composés.

Group, R. o. (2020). *The View from Ankara: Why Turkey Intervened in Libya*. Brussels: International Crisis Group.

Hernandez, H. (2020, Juin 30). *La Turquie envoie des mercenaires du Yémen en guerre en Libye*. Récupéré sur www.atalayar.com.

Jana.J.Jabbour. (2017). *La Turquie : l'invention d'une diplomatie émergente*. CNRS.

Kashiem, M. A. (2022). *The Impact of Libya's Crisis on the Political Process*. Berlin: Democratic Arab Center For Strategic, Political & Economic studies.

Khalil, M. A. (2012). *Le Printemps arabe : la Turquie dans un nouveau Moyen-Orient, [en arabe]*. Le Caire : Centre international des Études et de Prospective Stratégique.

Mourad, H. (2019, Juillet). Nouvelle dynamique régionale en Méditerranée orientale. *Revue Défense Nationale* (N° 822), p. 03.

Muzalevsky, R. (2012, April). *Turkey's new foreign policy in the new world*. Récupéré sur www.americandiplomacy.web.unc.edu.

Philippe, S. (2020). *La neutralisation des défenses aériennes adverses (SEAD)*. Paris : Fondation pour la recherche stratégique.